



RC.DEL/182/10/Rev.1
18 October 2010

UNION EUROPÉENNE

Original: FRENCH

**Conférence d'examen de l'OSCE
Vienne, le 18 octobre 2010**

Déclaration de l'Union européenne – Séance d'ouverture

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames, Messieurs,

C'est un honneur de m'adresser à vous, au nom de l'Union européenne, à l'occasion de l'ouverture du segment viennois de la Conférence d'examen 2010 dédié aux aspects politico-militaires, économiques et environnementaux, ainsi qu'au sujet des structures et des activités de l'OSCE.

Je souhaiterais saluer la Présidence en exercice kazakhe pour tous ses efforts à la tête de notre organisation. L'UE est également très reconnaissante pour l'excellent travail, au service des Etats participants, du Secrétariat et des institutions, dans la préparation et le soutien à la Conférence d'examen.

Après les sessions qui se sont déroulées à Varsovie au début d'octobre, nous devons continuer à préparer le Sommet d'Astana des 1^{er} et 2 décembre prochains. Nous devons faire le meilleur usage des sessions à Vienne pour atteindre notre objectif d'un sommet doté d'un ordre du jour substantiel comprenant une claire réaffirmation de nos engagements et des mandats précis pour notre travail futur fixés dans un plan d'action. Nous devons à cet effet faire plein usage du travail effectué depuis le lancement du Processus de Corfou et des nombreuses propositions formulées au cours de l'année écoulée.

Je résumerai dans ce contexte les quatre priorités de l'Union européenne :

- le renforcement des capacités de l'Organisation dans les trois dimensions, pour promouvoir l'alerte précoce, la prévention et le règlement des conflits, la gestion de crise et la réhabilitation post-conflit, y compris en relation avec les conflits prolongés ;
- le renforcement de la mise en œuvre et un meilleur suivi des normes, principes et engagements de l'OSCE, en particulier les engagements de la dimension humaine ;
- le renforcement du cadre de la maîtrise des armements conventionnels, y compris les mesures de confiance et de sécurité et des progrès sur le traité FCE ;
- l'usage plus stratégique de la plus-value dont l'OSCE dispose en matière de menaces transnationales dans les trois dimensions de l'OSCE, afin de développer un profil plus clair et visible à cet égard.

Je rappellerai également la nécessité d'obtenir des avancées concrètes dans la résolution des conflits prolongés qui, année après année, continuent à affecter sérieusement la crédibilité de notre organisation et sa capacité à prendre en charge les défis sécuritaires qui se posent dans la région euro-atlantique et euro-asiatique.

La dimension humaine a été traitée de manière exhaustive à la Conférence d'examen de Varsovie où nous avons pu constater qu'il reste indispensable de renforcer la mise-en-œuvre et le suivi de nos engagements, et nous aurons l'occasion d'y revenir à Astana. Durant la Conférence de Vienne, nous développerons les autres priorités que je viens de mentionner. Ce sera aussi l'occasion d'expliquer davantage le point de vue de l'UE sur la dimension économique et environnementale. Pour nous, la deuxième dimension fait partie

intégrante de nos priorités sur les conflits et les menaces transnationales : comme partie intégrante de la solution dans le cycle des conflits ; et comme partie du problème en ce qui concerne les menaces transnationales.

Ainsi, espérons-nous atteindre les objectifs que nous avons fixés au Processus de Corfou, à savoir :

- restaurer la confiance, renforcer et moderniser l'espace de sécurité de Vancouver à Vladivostok ;
- préserver l'approche globale de la sécurité à travers les trois dimensions de l'OSCE ;
- préserver l'autonomie et l'intégrité des institutions de l'OSCE et s'assurer que ses structures exécutives puissent offrir une assistance optimale.

L'Union européenne participera activement à cette conférence et n'hésitera pas à identifier clairement les domaines où des progrès restent à faire et à proposer des améliorations.

En conclusion, le Sommet devra donner une impulsion nouvelle et mobiliser la volonté politique nécessaire pour venir à bout d'une série d'impasses qui entravent le fonctionnement de notre organisation depuis tant d'années. L'Union européenne est convaincue que la conférence d'examen est en train de construire une atmosphère de compréhension et de confiance mutuelles retrouvées, qui offrira une réelle opportunité pour évoluer vers une future communauté de sécurité et de lancer un plan d'action à cet effet.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

La TURQUIE, la CROATIE*, L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE*, l'ISLANDE**, pays candidats; l'ALBANIE, la BOSNIE - HERZÉGOVINE, le MONTÉNÉGRO et la

SERBIE, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels; le LIECHTENSTEIN et la NORVÈGE, pays de l'Association européenne de libre-échange et membres de l'Espace économique européen; ainsi que la RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE, la GÉORGIE et ANDORRE se rallient à cette déclaration.

*La Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.

**L'Islande continue à être membre de l'AELE et de l'Espace économique européen.